



**LIBERTÉS, SALAIRES, EMPLOIS, ASSEZ de RÉGRESSION !**

**L'URGENCE est SOCIALE**

**Le GOUVERNEMENT doit REPONDRE aux REVENDICATIONS !**

Le gouvernement poursuit sa politique libérale notamment contre les services publics avec pour ne citer que cela, la casse de l'hôpital, de l'École et de la justice en supprimant des lits, des postes, des moyens. Il provoque la légitime explosion de colère de l'Education nationale et des parents !

Il aggrave les mesures liberticides et autoritaires. Il répond par la répression, comme en Guadeloupe, face à la mobilisation pour de légitimes revendications.

Ce gouvernement et le patronat méprisent les salarié.es, les agent.es, les précaires, les privé.es d'emplois et les retraité.es en refusant une augmentation significativement des salaires dont le SMIC, des pensions et allocations. Ils dérogent au droit du travail et aux statuts tout en déversant des centaines de milliards d'argent public en abreuvant le monde de la finance via des dividendes qui s'envolent aux actionnaires. INACCEPTABLE !

Sans augmentation importante du point d'indice et du SMIC, alors que l'inflation repart, il n'y aura aucune avancée probante

pour les agent.es et salarié.e.s dont les minima de branches sont actuellement en dessous du salaire de base minimum. Les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, Fidl, MNL, Unef et UNL appellent, au plan national et dans l'unité, à la mobilisation ce 27 janvier. Elles contestent dans le même temps que le gouvernement ait maintenu sa réforme de l'assurance chômage qui aura pour conséquence d'enfermer de trop nombreux salarié.es dans la pauvreté, des emplois à faible salaire, à temps partiel ou en CDD.

Les retraité.es très massivement mobilisés attendent toujours une réponse pour une augmentation immédiate de leur pension, retraite de base et retraite complémentaire, dont la dernière revalorisation a été plafonnée à un niveau très inférieur à l'inflation.

La jeunesse est confrontée à une grande précarité de vie et de travail, à la pauvreté accentuée par la crise sanitaire, économique et sociale. Elle doit alors obtenir une réponse à l'encontre des contre-réformes décidées encore par ce gouvernement.

**Jeudi 27 janvier 2022**

**GRÈVE et MANIFESTATION interprofessionnelle**

**BORDEAUX – 11h30 – Place de la République**

- **Augmentation immédiate et significative des salaires, des pensions, des minima sociaux et allocations pour tous.**
- **Fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans l'ensemble des services publics et la Fonction Publique. Ouverture de lits d'hôpitaux nécessaires pour faire face à l'urgence sanitaire, à commencer par rouvrir les 5 700 fermés en 2021.**
- **Fin de l'état d'urgence, des lois liberticides et des pouvoirs d'exception.**
- **Ni « passe sanitaire », ni « passe vaccinal », pas d'opposition entre vaccinés et non vaccinés ! Levée immédiate des sanctions/suspensions envers les salariés. Arrêt de toutes discriminations envers les usagers !**

Les Unions Départementales de Gironde CGT et FO, la FSU et Solidaires appellent l'ensemble des salarié.es du public et du privé, la jeunesse étudiante à se réunir dans toutes les entreprises, tous les services et tous les établissements pour discuter des revendications et organiser la mobilisation et la grève pour les faire aboutir !

**TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, MOBILISONS NOUS**

**MANIFESTATION à partir de 11h30 Place de la République à BORDEAUX**

*Bordeaux, le 18 janvier 2022*